

AGIR SANS SE SUBSTITUER : ACCOMPAGNER LES FAMILLES DANS LES RUPTURES ET LES URGENCES

www.viaducq67.org

Mme Bellucci, intervenante à l'association Viaducq 67, partage son expérience auprès de familles confrontées à des situations de violences, de traumatismes multiples, d'exil ou de déracinement. Elle insiste sur le déséquilibre provoqué par les décisions de protection (placements, départs en urgence) et la nécessité de reconstruire des liens de confiance dans ces contextes. L'approche de Viaducq se fonde sur un accompagnement global, pluridisciplinaire et non-substitutif, en intégrant aussi les victimes dites secondaires (entourage, proches).

Elle souligne l'importance d'agir collectivement, en identifiant les bons relais, en construisant des éléments de langage communs et en formant les professionnels à la détection fine du danger et de l'urgence, notamment dans le cadre de dispositifs comme le téléphone grave danger (TGD) ou le bracelet anti-rapprochement (BAR). Elle alerte sur les fausses attentes liées à ces dispositifs, souvent perçus comme "magiques", alors qu'ils doivent rester des outils de dernier recours.

Quand j'ai vu le thème de cette table ronde — "sérénité et confiance dans le lien familial" — je me suis demandé comment j'allais pouvoir parler d'un sujet qui, franchement, est très loin de ce que je vis tous les jours. Parce que nous, à Viaducq 67, on est plutôt sur des familles qui vivent des situations extrêmement difficiles, avec beaucoup de violence, beaucoup de blessures profondes.

Le déséquilibre familial, pour nous, ça commence souvent par un départ précipité, un placement d'enfant, une rupture brutale... Et c'est justement à ce moment-là qu'on intervient.

On arrive au cœur du chaos, quand tout s'écroule.

Notre travail, c'est de reconstruire, de remettre un peu d'équilibre, de soutenir chaque personne dans cette cellule familiale qui est fragilisée.

On est là pour accueillir, pour accompagner, en particulier les victimes, et souvent, on intervient sur réquisition du procureur, notamment dans des cas graves — infanticides, féminicides, homicides volontaires... Mais ce qui est important, c'est qu'on ne s'arrête pas à la victime directe. Il y a aussi ce qu'on appelle les victimes secondaires : un oncle, une tante, un grand-parent, toutes ces personnes qui peuvent être des figures de soutien.

Dans les 24 à 48 heures qui suivent un drame, avant même qu'une décision judiciaire soit prise, notre rôle est de repérer autour de l'enfant des adultes fiables, sécurisants, qui peuvent être un appui stable.

Ce qui est fondamental dans notre approche, c'est qu'on ne remplace personne. On n'est pas là pour jouer les parents, ni la justice. On est là pour accompagner, temporairement, humainement, avec professionnalisme. Ce n'est pas toujours évident, parce qu'on a tous en nous cet instinct de vouloir tout sauver, tout régler, comme un super-héros. Mais c'est justement dans cette posture mesurée, respectueuse, qu'on peut être efficaces.

Je voudrais aussi insister sur l'importance de la coordination entre professionnels.

Travailler ensemble, partager nos connaissances des dispositifs, savoir à qui passer le relais, c'est vital.

On reçoit souvent des demandes autour du Téléphone Grave Danger, du bracelet anti-rapprochement... Ce sont des outils précieux, mais attention, ils ne conviennent pas à toutes les situations. Il faut bien évaluer le danger réel, comprendre l'urgence, sinon on risque de créer de faux espoirs, ou au contraire, de passer à côté de l'aide nécessaire.

Sur ce point, j'aimerais beaucoup qu'on puisse organiser une journée d'étude consacrée à la notion d'urgence et de danger. C'est un sujet qui reste encore flou pour beaucoup d'entre nous sur le terrain, et les conséquences d'une mauvaise évaluation peuvent être lourdes.

Je voudrais aussi parler de notre travail avec les jeunes signalés pour suspicion de radicalisation. Ce sont souvent des jeunes en grande souffrance, qui ont rompu avec leur famille, qui ont de la colère à exprimer. Parfois, ils tiennent des propos choquants, mais ça ne veut pas dire qu'ils représentent un vrai danger. Il faut éviter de "sur-

réagir” et d’enclencher systématiquement des dispositifs lourds.

Souvent, ce qui manque, ce sont des espaces de dialogue, de médiation, où on peut écouter sans juger.

Enfin, je tiens à souligner le travail avec les familles exilées. Ces personnes ont vécu des violences, des traumatismes, des déracinements énormes. À leur arrivée ici, on attend qu’elles tournent la page, qu’elles s’adaptent vite. Mais sans qu’on reconnaisse ce qu’elles ont vécu, sans leur donner un espace pour parler, pour s’ancrer, l’intégration reste superficielle.

POUR CONCLURE

Pour finir, je crois vraiment qu’on doit développer des postures communes entre tous les professionnels, partager un langage commun, pour que ces personnes retrouvent confiance — dans les institutions, dans les dispositifs, mais surtout dans elles-mêmes. C’est un chantier de longue haleine, qui demande du temps, de l’écoute et surtout beaucoup de coopération.